

7° de taken in rechtstreeks verband met de implementatie en de aanwending van informaticatechnieken;

8° de aan deskundigen opgedragen taken, die overeenstemmen met functies van niveau 1 en waarvoor een beroepskwalificatie wordt vereist voor een bepaalde duur of voor een nauwkeurig omschreven activiteit;

9° de taken i.v.m. management, begeleiding, handel en productie binnen de T-Service Interim.

Elk van de in het eerste lid, 1° tot 6°, bedoelde taken wordt door één enkele persoon vervuld. De in het eerste lid, 8°, bedoelde deskundige moet houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de betrekkingen van niveau 1, en moet voldoen aan de bijzondere beroepskwalificaties die aan de hand van een functieanalyse omschreven worden. De arbeidsovereenkomst bepaalt de aan de deskundige opgedragen taken en de voor een bepaalde duur of een nauwkeurig omschreven activiteit vereiste beroepskwalificatie.

De deskundige kan in aanmerking komen voor de weddeschaal van de ambtenaar die een gelijkwaardig ambt bekleedt als titularis van een bevorderingsgraad, zonder evenwel de weddechaal van een ambtenaar van rang A4 of A4S te mogen overschrijden, al naar gelang het geval.

**Art. 3.** De volgende taken worden beschouwd als bijkomende taken binnen de "Office" :

1° onderhouds- en reinigingstaken;

2° kantinetaken;

3° chauffeurstaken;

4° conciërgetaken.

**Art. 4.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 november 1995 tot vaststelling van de specifieke taken van de T-Service Interim van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) wordt opgeheven.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Tewerkstelling en Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 2485

[S - C - 99/27595]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les tâches spécifiques et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20, modifié par le décret du 22 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les tâches spécifiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm);

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 20 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 299 du Comité de secteur XVI, établi le 25 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi doit se doter de méthodes et de modes de fonctionnement tournés résolument vers la satisfaction des utilisateurs et, qu'à cette fin, il doit disposer, sans délai, de personnes permettant d'assurer une approche transversale des services aux particuliers et aux entreprises;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les tâches spécifiques*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les tâches spécifiques, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "1° du conseiller technique intersectoriel chargé de concevoir, développer, mettre en œuvre et évaluer des projets transversaux par rapport aux différents secteurs de la formation professionnelle présentant des liens avec les missions confiées à l'Office dans le domaine de l'emploi;" sont insérés entre les mots "les tâches liées à la formation professionnelle des adultes" et les mots "1° des conseillers techniques";

2° la numérotation du littéra "1°" est remplacée par le "2°";

la numérotation du littéra "2°" est remplacée par le "3°";

la numérotation du littéra "3°" est remplacée par le "4°";

la numérotation du littéra "4°" est remplacée par le "5°";

la numérotation du littéra "5°" est remplacée par le "6°".

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)*

**Art. 2.** Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 1° le conseiller technique intersectoriel, qui conçoit, développe, met en œuvre et évalue des projets transversaux par rapport aux différents secteurs de la formation professionnelle et présentant des liens avec les missions confiées à l'Office dans le domaine de l'emploi; » sont insérés entre les mots « Le personnel pédagogique comprend : » et les mots « 1° le conseiller technique »;

2° la numérotation du littéra "1°" est remplacée par le 2°";

la numérotation du littéra "2°" est remplacée par le 3°";

la numérotation du littéra "3°" est remplacée par le 4°";

la numérotation du littéra "4°" est remplacée par le 5°";

la numérotation du littéra "5°" est remplacée par le 6°".

**Art. 3.** Dans l'article 2, § 2, du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le conseiller technique intersectoriel est sous l'autorité du directeur général des services de production. »

**Art. 4.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, le conseiller technique intersectoriel et les conseillers techniques sont désignés par le Comité de gestion, sur proposition de l'administrateur général après appel aux candidats. »

**Art. 5.** L'article 11, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° Sont accessibles par examen de promotion, les emplois d'instructeur principal, de coordonnateur, de coordonnateur principal intersectoriel et de conseiller technique intersectoriel. »

**Art. 6.** L'article 17, 1°, du même arrêté est complété comme suit :

« Toutefois, la durée de validité peut être prolongée par le Comité de gestion de l'Office, après avis du Comité intermédiaire de concertation. »

**Art. 7.** A l'article 21, § 2, du même arrêté, les mots « — au conseiller technique intersectoriel 1 492 680 F » sont insérés entre les mots « - au conseiller technique 1 393 790 F » et les mots « à l'indice 138,01. »

**Art. 8.** Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Emploi et de la Formation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2485

[S - C - 99/ 27595]

**3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 zur Bestimmung der spezifischen Aufgaben des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 über die Grundordnung des mit der Berufsausbildung beauftragten Vertragspersonals des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3 abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 20, abgeändert durch das Dekret vom 22. Januar 1998;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 zur Bestimmung der spezifischen Aufgaben des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 über die Grundordnung des mit der Berufsausbildung beauftragten Vertragspersonals des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm);

Aufgrund des am 20. April 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation Professionnelle et de l'Emploi";

Aufgrund des am 23. April 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. April 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 299 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 25. Mai 1999;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass das "Office communautaire et régional de la Formation Professionnelle et de l'Emploi" sich mit Methoden und Arbeitsweisen auszustatten hatten, die ganz auf die Zufriedenstellung der Verbraucher ausgerichtet sind, und dass ihm daher unverzüglich Personen zur Verfügung zu stellen sind, die in der Lage sind, eine Arbeitsweise, die allen Aspekten der Dienstleistungen für Privatpersonen und Unternehmen Rechnung trägt, zu garantieren;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung und des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

*KAPITEL I — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 zur Bestimmung der spezifischen Aufgaben des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm)*

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 zur Bestimmung der spezifischen Aufgaben des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) wird folgendermaßen abgeändert:

1° Zwischen den Wortlaut "die mit der Berufsausbildung von Erwachsenen verbundenen Aufgaben der folgenden Personen:" und den Wortlaut "1° die technischen Berater" wird folgender Wortlaut eingefügt: "1° der intersektorielle technische Berater, der beauftragt ist, für die jeweiligen Bereiche der Berufsbildung die Zusammenhänge mit den dem Amt auf dem Gebiet der Beschäftigung anvertrauten Aufgaben aufweisen, fachübergreifende Projekte zu entwickeln, auszuarbeiten, einzusetzen und zu bewerten";

2° die Numerierung von Punkt "1°" wird durch "2°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "2°" wird durch "3°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "3°" wird durch "4°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "4°" wird durch "5°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "5°" wird durch "6°" ersetzt.

*KAPITEL II — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 über die Grundordnung des mit der Berufsausbildung beauftragten Vertragspersonals des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm)*

**Art. 2** - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 1994 zur Bestimmung der spezifischen Aufgaben des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) wird folgendermaßen abgeändert:

Zwischen den Wortlaut "Das pädagogische Personal besteht aus folgenden Personen:" und den Wortlaut "1° der technische Berater" wird folgender Wortlaut eingefügt: "1° der intersektorielle technische Berater, der für die jeweiligen Bereiche der Berufsbildung, die Zusammenhänge mit den dem Amt auf dem Gebiet der Beschäftigung anvertrauten Aufgaben aufweisen, fachübergreifende Projekte entwickelt, ausarbeitet, einsetzt und bewertet";

2° die Numerierung von Punkt "1°" wird durch "2°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "2°" wird durch "3°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "3°" wird durch "4°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "4°" wird durch "5°" ersetzt;

die Numerierung von Punkt "5°" wird durch "6°" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 2, § 2 desselben Erlasses wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Der intersektorielle technische Berater untersteht dem Generaldirektor der Produktionsdienststellen. »

**Art. 4** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« In Abweichung von Artikel 5 § 1 werden der intersektorische technische Berater und die technischen Berater nach einem Aufruf an die Bewerber durch den Verwaltungsausschuss auf Vorschlag des Generalverwalters bezeichnet. »

**Art. 5** - Artikel 11 1° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Stellen als Hauptausbilder, Koordinator, intersektorieller Hauptkoordinator und intersektorieller technischer Berater sind durch eine Beförderungsprüfung zugänglich. »

**Art. 6** - Artikel 17 1° desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

« Diese Gültigkeitsdauer kann jedoch durch den Verwaltungsausschuss des Amtes nach Begutachtung des Zwischenkonzertierungsausschusses verlängert werden. »

**Art. 7** - In Artikel 21 § 2 desselben Erlasses wird nach dem Wortlaut "— Technischer Berater 1 393 790 BEF" der Wortlaut "— Intersektorieller technischer Berater 1 492 680 BEF" eingefügt.

**Art. 8** - Der Minister des Öffentlichen Dienstes und der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung werden in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 2485

[S - C - 99/27595]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot vaststelling van de specifieke taken van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) (FOREm) en van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding bij de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling), inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren, die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot vaststelling van de specifieke taken van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding bij de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm);

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 20 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het protocol nr. 299 van het Sectorcomité XVI, opgemaakt op 25 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" methodes en werkwijzen moet toepassen waarmee hij de gebruikers volkomen voldoening kan geven en dat hij derhalve zo spoedig mogelijk moet kunnen beschikken over personen die de particulieren en de bedrijven diensten kunnen verlenen d.m.v. een horizontale aanpak;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot vaststelling van de specifieke taken van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm)**

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot vaststelling van de specifieke taken van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "1° de intersectorale technisch adviseur belast met het ontwerp, de ontwikkeling, de uitvoering en de evaluatie van horizontale projecten voor de verschillende beroepsopleidingssectoren die te maken hebben met de op het gebied van tewerkstelling aan de "Office" opgedragen taken" worden ingevoegd tussen de woorden "de taken eigen aan de beroepsopleiding van volwassenen" en "1° technisch adviseurs";

2° daardoor wordt de nummering gewijzigd als volgt :

- punt 1° wordt punt "2°";
- punt 2° wordt punt "3°";
- punt 3° wordt punt "4°";
- punt 4° wordt punt "5°";
- punt 5° wordt punt "6°".

**HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding bij de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm)**

**Art. 2.** In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "1° de intersectorale technisch adviseur belast met het ontwerp, de ontwikkeling, de uitvoering en de evaluatie van horizontale projecten voor de verschillende beroepsopleidingssectoren die te maken hebben met de op het gebied van tewerkstelling aan de "Office" opgedragen taken» worden ingevoegd tussen de woorden "Het pedagogisch personeel bestaat uit" en "1° de technisch adviseur";

2° daardoor wordt de nummering gewijzigd als volgt :

- punt "1°" wordt punt "2°";
- punt "2°" wordt punt "3°";
- punt "3°" wordt punt "4°";
- punt "4°" wordt punt "5°";
- punt "5°" wordt punt "6°".

**Art. 3.** In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De intersectorale technisch adviseur staat onder het gezag van de directeur-generaal van de productiediensten".

**Art. 4.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 5, § 1, worden de intersectorale technisch adviseur en de technisch adviseurs na oproep tot de kandidaten door het beheerscomité aangewezen op de voordracht van de administrateur-generaal. »

**Art. 5.** Artikel 11, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° De betrekkingen van hoofdinspecteur, coördinator, intersectorale hoofdcoördinator en intersectorale technisch adviseur zijn toegankelijk via een bevorderingsexamen. »

**Art. 6.** Artikel 17, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De geldigheidsduur kan evenwel verlengd worden door het beheerscomité van de "Office", na advies van het tussenoverlegcomité. »

**Art. 7.** In artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit worden de termen "— intersectorale technisch adviseur 1 492 680 BEF" ingevoegd tussen de termen "technisch adviseur 1 393 790 BEF" en "tegen het indexcijfer 138,01. »

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Tewerkstelling en Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 2486

[C - 99/27600]

**3 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux tâches auxiliaires ou spécifiques au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu le protocole n° 280 du comité de secteur n° XVI, établi le 23 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent pour le bon fonctionnement du service de doter les ministères régionaux des ressources humaines complémentaires nécessaires en vue de mener à bien l'exécution des tâches spécifiques visées par le présent arrêté;